



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2983
3 octobre 2025
1,50 € • DOM: 2€

Le journal
d'Arlette Laguiller



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Les patrons à l'offensive Les travailleurs doivent riposter!



ALAIN PITTON NURPHOTO VIA AFP

Madagascar
**La colère
explose**

Page 16

Plan Trump
**La paix
des cimetières**

Page 8

Sarkozy
**Du bling bling
au zonzon**

Page 4

Leur société

- Après le 2 octobre : partager les efforts ou faire payer les patrons 3
- Lecornu : budget surprise, mais sans mystère 3
- Sarkozy : de bling-bling en zonzon 3
- Ingénieur du chaos en Libye et au Sahel 4
- Mélenchon : une rafale de sincérité 4
- Légionellose : les mesures de prévention pas toujours prises 5
- HLM : la file d'attente s'allonge encore 5
- Des préfets qui ne respectent pas la loi 5
- Famille Dassault : les rapaces 5
- Salon de l'élevage : parade commerciale sur fond de crise 11
- SNCF : ils sont malades ! 11
- Permis de conduire : nécessaire et inabordable 11

Meeting du 27 septembre

- Jean-Pierre Mercier : « Renouer avec les luttes et avec la conscience révolutionnaire » 6
- Nathalie Arthaud : « Sous le drapeau de l'Internationale » 7

Dans le monde

- Gaza : après deux ans de massacres, le plan Trump 8
- Une flottille contre le blocus 8
- Italie : le massacre à Gaza ne passe pas 9
- Migrants : les sales besognes de l'UE 9
- Otan : ils préparent la guerre 9
- Moldavie : bras de fer entre l'Europe et la Russie 10
- Maroc : « Des milliards pour la santé, pas pour la CAN ! » 10
- Madagascar : la colère explose 16
- Mayotte : écoles toujours fermées 16
- Microsoft : le gâchis, ça rapporte 16

Dans les entreprises

- RATP 12
- Routiers 12
- Usine de Bois-rouge - La Réunion 12
- Maison du café - Saint-Étienne 12
- NovAsco - Hagondange 13
- CGI - Bordeaux 13
- Forvia - Flers 13
- Renault : fabriquer du profit avec des armes 14
- Stellantis - Rennes 14
- Gare du Grand-Paris : accident 14
- CEA - Saclay : travailleurs du nettoyage 15

Agenda

- Les fêtes régionales 3

Tôt ou tard, nous leur donnerons des raisons d'avoir vraiment peur !

Le monde bourgeois voit rouge. Rendez-vous compte, l'idée de taxer un petit peu les ultra-riches fait son chemin, et la taxe Zucman serait plébiscitée par 86 % des personnes interrogées ! Et, comble de l'horreur, un des fidèles serviteurs de ces riches, l'ex-président Sarkozy, vient d'être condamné à cinq ans de prison pour association de malfaiteurs !

À entendre le Medef et nombre de politiciens bourgeois, le pays serait sous la coupe de juges rouges et d'économistes « d'extrême gauche ». Quel cinéma ridicule et révoltant !

Connaissez-vous un seul condamné à de la prison invité à se répandre dans la presse comme Sarkozy ? Depuis sa condamnation, ses avocats occupent les plateaux de télévision pour crier au complot et à l'injustice. Mieux, une partie du gratin politicien et médiatique s'insurge pour sauver le soldat Sarkozy, comme s'il s'agissait d'une nouvelle affaire Dreyfus !

Sarkozy et Le Pen ont été en pointe pour exiger une justice plus sévère. Et quoi qu'ils en disent aujourd'hui, les tribunaux sont bien plus durs avec les travailleurs, les pauvres et les jeunes des quartiers populaires qu'avec les grands patrons et les politiciens. La mise sous écrou avant l'appel serait une injustice ? Mais il y a aujourd'hui plus de 20 000 personnes en détention provisoire, qui sont donc dans l'attente de leur procès. Pourquoi Sarkozy ou Le Pen devraient-ils bénéficier d'un sort particulier ?

Le grand patronat étale la même arrogance. Il crie à la spoliation au prétexte que le gouvernement pourrait lui demander de participer, un tout petit peu, au remboursement de la dette.

Le Medef a même appelé à une journée de contestation patronale le 13 octobre. Mais rassurez-vous, il n'y aura pas de manifestations de rue, pas de cortèges de Gilets jaunes griffés Dior ni de black blocs en cagoule Hermès, juste un meeting patronal.

Les capitalistes vont bien, très bien même ! Ils n'ont jamais concentré autant d'argent entre leurs mains. La fortune des 500 premières familles bourgeoises de ce pays a été multipliée par 12 en moins de trente ans. Elle est passée de moins de 100 milliards en 1996 à 1 128 milliards aujourd'hui.

Ils ont amassé ces fortunes par l'exploitation des travailleurs et les profits records de ces dernières années. Et ils les ont arrondies en obtenant

des réductions d'impôts et le droit de piller les caisses de l'État comme jamais. Avec les 211 à 270 milliards d'euros d'aides publiques qu'ils ont encaissées, sans contrôle ni contrepartie, ce sont eux qui ont creusé la dette.

Loin d'être à plaindre, cette classe bourgeoise détient tous les leviers du pouvoir. Elle a à sa botte les gouvernements, les administrations de l'État, et l'écrasante majorité des politiciens. Elle a de son côté la police et l'armée. Il en va de même de la magistrature, majoritairement issue de ses rangs et attachée à l'ordre bourgeois. Et au travers des journaux, des chaînes de télé et des réseaux sociaux qu'elle a achetés, elle a le pouvoir médiatique et déverse sa propagande 24 heures sur 24.

Tous ces nantis, exploiters et parasites, ne sont pas contents d'être critiqués et encore moins de voir certains des leurs atterrir en prison. Mais surtout, ils défendent leurs intérêts : ils veulent continuer à amasser des mille et des cents, malgré la dette, malgré la crise de leur système, malgré la guerre commerciale féroce, et malgré les bruits de bottes qui se multiplient. Et ils feront tout pour que les travailleurs, les retraités, les chômeurs et les malades se résignent aux sacrifices qu'ils exigent.

C'est cette politique patronale que Lecornu doit mettre en musique. S'il n'arrive pas à constituer une majorité et un gouvernement, la tâche reviendra à son successeur.

Alors, les travailleurs doivent organiser une contre-offensive d'ampleur. C'est ce qu'ont commencé à faire ceux qui se sont mobilisés les 10 et 18 septembre. Il faut trouver le moyen de continuer.

Après s'être précipitées à Matignon le 24 septembre, les confédérations syndicales ont dû reconnaître que Lecornu n'avait que des coups à proposer aux travailleurs. Elles appellent donc à une nouvelle mobilisation jeudi 2 octobre. C'est une occasion à saisir pour se faire entendre au moins autant que le patronat.

Aujourd'hui, la bourgeoisie crie avant d'avoir reçu les coups qu'elle mérite. Mais arrivera le moment où les travailleurs auront la volonté de lui arracher sa fortune mal acquise et la feront tomber de son piédestal. Et ce jour-là, oui, la bourgeoisie aura une bonne raison de mourir de trouille !

Nathalie Arthaud



Le 10 septembre, à Toulouse.

Après le 2 octobre : partager les efforts... ou faire payer les patrons !

Les dirigeants des confédérations syndicales, déçus par le silence de Lecornu, ont donc appelé à une nouvelle journée de grèves et de manifestations, jeudi 2 octobre.

Une partie toujours plus grande de la classe ouvrière s'enfonce dans la pauvreté, les fermetures d'usines se multiplient, la situation sociale se dégrade en même temps que les services publics, les préjugés réactionnaires empuantissent l'atmosphère. Et les bruits de bottes se font plus insistants. Mais les confédérations n'ont rien d'autre à avancer que des conseils de gestion au patronat et au gouvernement.

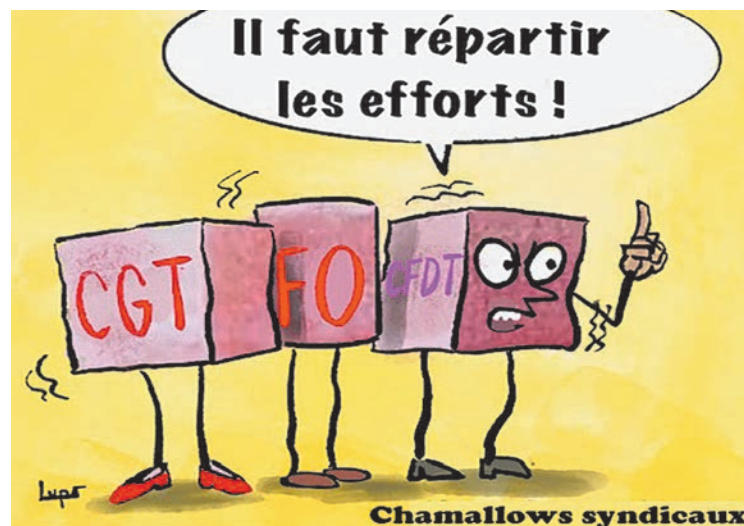
Marylise Léon, de la CFDT, demande simplement au Premier ministre de bien

vouloir « répartir équitablement les efforts » car les travailleurs « refusent d'être les seuls à faire des sacrifices ». Sophie Binet, de la CGT, se veut plus radicale, elle ne rencontrera à nouveau Lecornu qu'après la journée du 2 octobre et sur la base d'un « rapport de force ». Mais sans autre exigence que le vote d'un « bon » budget.

Ni le communiqué de l'intersyndicale, ni l'appel commun au 2 octobre, ni même les interventions publiques des deux dirigeantes ne mentionnent les revendications essentielles des

travailleurs : l'augmentation immédiate des salaires, pensions et allocations, et leur indexation sur le coût de la vie ; l'interdiction des licenciements et l'embauche massive dans les services publics utiles à la population comme dans les usines où l'on crève au travail.

De plus, les directions syndicales mentent aux travailleurs. La CFDT accepte d'avance de nouveaux reculs et semble compter sur la bonne volonté patronale. La CGT prétend que « jamais le rapport de force n'a été aussi favorable » ... parce que les syndicats sont unis et que le gouvernement est faible. Mais elles ne disent rien du rapport



de force réel, c'est-à-dire social, entre les capitalistes et les travailleurs. Elles ne disent pas que le patronat se battra bec et ongles pour maintenir ses profits face à la concurrence, qu'il ne peut le faire qu'en étran- glant les travailleurs, qu'il sera en cela soutenu par l'État et tous les partis politiques à son service. Les revendications vitales des travailleurs ne pourront donc être arrachées que par un combat général, une explosion puissante comme

en juin 1936 ou en mai 1968, menaçant de fait tout l'ordre social.

Les confédérations syndicales programment certes des journées comme celle du 2 octobre, pour rappeler au gouvernement qu'il convient de compter avec elles. Mais les travailleurs doivent les utiliser pour se préparer aux combats qui sont devant eux, combats qui se feront sans, et même très probablement contre, les directions syndicales.

Paul Galois

Lecornu : budget surprise mais sans mystère



Le 18 septembre à Paris.

Trois semaines après sa nomination comme Premier ministre, Sébastien Lecornu laisse filtrer au compte-gouttes quelques orientations de son futur budget. S'il lui faut se différencier de Bayrou sur la forme, le fond reste évidemment le même, servir le patronat.

Pour soigner la rupture de façade, Lecornu a abandonné la suppression des deux jours fériés annoncée par Bayrou, et a promis la fin des privilèges à vie des anciens Premiers ministres. Mais, il s'est également empressé de confirmer dans une interview au *Parisien* qu'il refusait l'impôt symbolique sur les riches que proposait le Parti socialiste : il n'y aura ni taxe Zucman ni retour de l'ISF.

L'Élysée a annoncé dimanche le gel de sa dotation, puis, lundi, Matignon le gel des dépenses

de fonctionnement : même pas une goutte d'eau dans la mer. Là où le plan d'attaque de Bayrou cet été correspondait à un objectif de déficit de 4,6 %, Lecornu annonce qu'il vise 4,7 %, autant dire la même chose. Il n'est pourtant pas pressé de détailler son budget car il s'agira de décrire la manière de présenter la facture aux classes populaires : en diminuant les budgets de la santé, des écoles ou autre, en augmentant le nombre de jours travaillés comme le voulait Bayrou ? Sans doute tout cela à la fois. Alors que

de plus en plus de travailleurs expriment qu'ils n'en peuvent plus, et que les annonces de Bayrou avaient suscité une émotion dans les couches populaires au point de faire discuter du 10 septembre tout l'été, Lecornu marche sur des œufs et ne veut pas mettre le feu aux poudres.

De plus, faire voter le budget nécessite soit les voix des députés de la gauche, soit celles du RN ou, à tout le moins, leurs abstentions bienveillantes. Mais les partis d'opposition, tout respectueux qu'ils soient de la continuité gouvernementale, ont tout intérêt à se positionner contre Macron, et donc contre Lecornu, en vue des prochaines élections.

Le Premier ministre ne pourra pas sursoir éternellement. Alors que le patronat claironne sur tous les tons : « Ce n'est pas à nous de payer » et « par ici la monnaie », il s'agit de faire payer les classes populaires, et pour cela de trouver des ministres, de présenter un budget et de le faire voter. Si Lecornu n'y parvient pas, un autre sortira du chapeau, avec ou sans dissolution, avec la même mission.

Lucas Pizet

Fêtes régionales

Lille

Samedi 4 octobre
de 14 h à minuit
à Villeneuve-d'Ascq :
Espace Concorde,
18, rue Carpeaux
à 17 h 30 : débat avec
Nathalie Arthaud

Strasbourg

Samedi 4 octobre
à partir de 15 h 30
Salle du Manège - angle
des rues Solignac-Lyautey
à Stasbourg-Meinau

Rennes

Samedi 4 octobre,
de 15 h à minuit
Carrefour 18,
7, rue d'Espagne -
métro Henri Fréville

Reims

Dimanche 5 octobre
de 11 h à 19 h
Salle des Phéniciens
à Cormontreuil
à 15 h : débat avec
Nathalie Arthaud

Grenoble

Samedi 11 octobre
à partir de 14 heures
Salle des fêtes
d'Échirolles

Besançon

Samedi 11 octobre
à partir de 15 heures
Salle de la Malcombe

Orléans

Samedi 11 octobre
de 14 h à minuit
Salle des Bicharderies
à Fleury-les-Aubrais

Le Mans

Samedi 18 octobre
de 17 h à minuit
Salle Pierre Guédou,
impasse Floréal

Tours

Samedi 18 octobre
de 14 h 30 à minuit
Salle des fêtes
de Saint-Pierre-des-Corps



Sarkozy : de bling-bling en zonzon

Le 25 septembre, Nicolas Sarkozy a été condamné à cinq ans de prison dans le procès du supposé financement libyen de sa campagne électorale de 2007.

Au titre de l'exécution provisoire, son placement en détention est inévitable, même s'il a fait appel. Faveur tout de même, Sarkozy connaîtra la date de son incarcération le 13 octobre, « pour organiser sa vie professionnelle ».

Pensez donc ! Sarkozy a un agenda rempli : il donnait une pleine page d'interview au *Figaro* il y a un mois, rencontrait Lecornu à peine nommé Premier ministre. L'ex-président de la République, ressorti libre du tribunal, a pu dénoncer dans la presse complaisante « l'injustice » qu'il subit et « la haine des magistrats ».

La corruption, le riel de détournements de fonds, le financement illégal de campagne ont été rejetés dans le verdict faute de preuves indiscutables. La formulation de relaxe d'Éric Woerth, le trésorier de campagne de Sarkozy, est éclairante sur les motivations des juges : « Le tribunal, bien que n'accordant aucun crédit aux explications avancées par Éric Woerth, constate qu'il ne ressort pas, de manière indubitable [...], que ces sommes seraient issues de fonds libyens ». En clair, la défense des accusés n'est pas crédible, mais la justice n'a pas pu prouver que des millions d'euros ont été versés en échange de faveurs faites à Kadhafi.

Des disparitions ont, il est vrai, été opportunes : le ministre libyen du pétrole, Choukri Ghanem, dont un carnet signalait le

versement de 6,5 millions d'euros pour la campagne de Sarkozy, a été retrouvé noyé à Vienne en 2012 et Kadhafi a été exécuté en 2011 dans le sillage d'une opération militaire orchestrée par Sarkozy ; l'homme d'affaires Ziad Takiedine, mort le 23 septembre, se cachait au Liban depuis des années après avoir avoué à la presse le transport de valises bourrées d'argent.

La justice a, en revanche, considéré comme prouvées les rencontres en Libye d'Abdallah Senoussi

et de Claude Guéant, alors chef de cabinet du ministre de l'Intérieur Sarkozy, puis de Brice Hortefeux, au titre d'ami de Sarkozy. Senoussi, actuellement emprisonné en Libye, beau-frère et ex-chef de la Sécurité intérieure de Kadhafi, avait été condamné par contumace en France en 1999 pour l'attentat contre le DC10 d'UTA et ses 170 morts dix ans auparavant. Guéant et Hortefeux jouaient les intermédiaires auprès de ce triste sire et ils ne préparaient certainement pas des circuits touristiques. C'est pour ces rencontres que Sarkozy est reconnu coupable d'association

de malfaiteurs avec ceux qui seront ses ministres de l'Intérieur successifs. Brice Hortefeux écope de deux ans de prison et Claude Guéant de six ans. Tous deux, bien sûr, étaient au poste de premier flic de France adeptes d'une police et d'une justice intraitable avec les pauvres, comme leur parrain qui prétendaient nettoyer « la racaille » au Kärcher.

Sarkozy sera le premier ex-président de la République à dormir en prison, après y avoir échappé dans l'affaire Bismuth grâce à un bracelet électronique. Il devient un champion des verdicts prononcés contre

des politiciens entremêlant leurs petites affaires avec les grandes affaires de la bourgeoisie.

L'exploit – alors que ses prédécesseurs traînaient aussi leur lot de casseroles – peut réjouir puisqu'il se termine à la case prison. Mais même dans une cellule VIP de la Santé, d'où les juges pourraient le faire sortir assez vite, et même si son palmarès judiciaire s'enrichissait du fait des soupçons de corruption dans l'attribution du Mondial au Qatar, Sarkozy ne sera pas sur la paille, ni au propre ni au figuré.

Boris Savin

Ingénieur du chaos en Libye et au Sahel

L'affaire du financement libyen remonte à 2007, lorsque Sarkozy cherchait des fonds pour sa campagne présidentielle, y compris auprès du dictateur Kadhafi.

Une fois à l'Élysée, Sarkozy avait entamé immédiatement une lune de miel officielle avec Kadhafi, qui était jusqu'alors traité en paria par les principaux pays occidentaux. En l'invitant à Paris, Sarkozy espérait ouvrir des marchés en Libye, riche de pétrole et de gaz, pour les grandes entreprises françaises, au détriment de leurs concurrentes italiennes.

En février 2011 le régime kadhafiste a été secoué par une vague de contestation populaire s'inscrivant dans la série de « printemps arabes », et la marine américaine a fait patrouiller un porte-avions le long des

côtes libyennes. La France a alors laissé tomber Kadhafi, misant sur une autre force armée, le « Conseil national de transition », pour espérer mettre un jour la main sur les hydrocarbures libyens.

Une guerre civile s'en est suivie, où l'armée française est intervenue directement aux côtés des forces américaines et britanniques. Elle a dévasté les villes, dont la capitale Tripoli, faisant plus de 10 000 morts, avant que Kadhafi soit capturé et tué, en octobre 2011, par des rivaux.

En Libye, après une pause, la guerre civile a repris de plus belle, opposant les unes aux autres des coteries mafieuses et tribus



rivales que la dictature de Kadhafi avait auparavant maintenues sous sa férule. Le chaos s'est étendu à toute la région du Sahel. En 2013, l'armée française, envoyée par Hollande qui avait battu Sarkozy à l'élection présidentielle, est à nouveau intervenue, cette fois pour soutenir le régime malien à sa botte.

La France a fini par devoir mettre fin à sa présence

militaire au Sahel, mais dix ans après, les populations sont encore les victimes des exactions réciproques des djihadistes et des armées locales. Bien que cerné par des affaires judiciaires de tout ordre, Sarkozy ne sera pas jugé pour le chaos qu'il a contribué à créer dans toute une partie de l'Afrique.

Lucien Déroit

Mélenchon : une rafale de sincérité

« Soutien à Dassault dans le refus de se mettre à disposition de l'Allemagne pour produire l'avion du futur. Aucun accord industriel avec ce voisin ne fonctionne jamais. Priorité à l'indépendance et à la souveraineté pour se défendre », a lâché Jean-Luc Mélenchon sur X le 25 septembre.

Dans la querelle entre Airbus et Dassault pour savoir à qui reviendront

la construction de l'avion de chasse européen du futur et les dividendes qui vont avec, Mélenchon a choisi son camp : ce sera Dassault, et donc la famille milliardaire du même nom qui vampirise depuis des décennies l'argent public pour produire des engins de guerre bleu-blanc-rouge et les vendre aux pires dictatures. Mélenchon, ami des Dassault depuis

des lustres, cela colle mal à l'image de « révolutionnaire » que le leader de LFI voudrait se donner.

En faisant l'apologie de « l'indépendance et de la souveraineté pour se défendre », il apporte sa petite pierre au mur que le patronat et les politiciens cherchent à dresser entre les travailleurs de nationalités différentes et il contribue à installer l'idée

que les étrangers sont une menace.

Par temps de guerre économique comme par temps de guerre tout court, la déclaration de Mélenchon vaut tous les longs discours : il sera du côté de la bourgeoisie, française bien sûr, et pour que les travailleurs aillent se faire trouser la peau pour la grandeur de Dassault.

B. S.



Légionellose : les mesures de prévention pas toujours prises

La légionellose vient de tuer une deuxième personne en Savoie. Des dizaines d'autres sont hospitalisées, parfois en réanimation. Un autre cluster a été découvert en Haute-Saône. Mais les bactéries à l'origine des infections ne sont pas les seules responsables de ces drames.

Pour soigner les personnes contaminées, il faut des soins intensifs et une surveillance incessante en réanimation. Car, sous sa forme sévère, cette maladie provoque une infection pulmonaire très grave, voire mortelle.

Cette maladie doit son nom à sa découverte en 1976 lorsque 29 membres de l'American Legion, une association d'anciens combattants, sont morts car ils avaient été infectés par les bactéries présentes dans le système de climatisation de leur hôtel, lors d'un congrès. Depuis, de multiples cas ont été identifiés comme victimes de cette bactérie et beaucoup en sont morts.

La principale bactérie responsable des contaminations se développe dans les réseaux d'eau chaude, entre 15° et 50°. Au-dessus de cette température, les bactéries ne survivent pas. Les installations sanitaires et les climatisations collectives (immeubles, piscines, hôtels, douches des gymnases) sont donc les lieux propices à son développement.

Toutes les contaminations ne sont pas mortelles et, de plus, la médecine a développé un antibiotique qui permet de guérir en cas d'infection grave. Mais cette forme aiguë n'est pas facile à identifier car elle peut être confondue avec une simple grippe et ne pas être prise à temps. C'est pourquoi la question de la prévention est essentielle. Et c'est là que le bât blesse parfois.

Pourtant, depuis des années les recommandations de l'Agence Régionale de Santé (ARS) sont connues. Les principales concernent la responsabilité des bailleurs sociaux ou des syndicats. Il s'agit de maintenir la température de l'eau chaude dans les circuits communs, de surveiller et de faire des

prélèvements réguliers, ainsi que de prévoir des nettoyages annuels des installations. Mais cela a un coût, en plus du chauffage, car plus l'eau est chaude dans les canalisations, plus celles-ci sont attaquées par le calcaire et doivent être nettoyées. C'est pourquoi certains syndicats se permettent de faire des économies et tentent de renvoyer la responsabilité sur les résidents.

En cas de suspicion, l'ARS peut imposer aux propriétaires de faire des prélèvements pour révéler la présence ou non de légionelle dans un secteur. Mais même quand la réponse est positive, les suites données sont totalement opaques. L'ARS ne peut pas forcer les propriétaires d'immeubles ou les gestionnaires à prendre les mesures qui s'imposent.

En 2017 à Marseille, il a fallu la mort d'un homme pour que des mesures soient prises. Il habitait un immeuble où des cas avaient été signalés depuis 2011. Après son décès, les analyses confirmèrent les soupçons. Malgré cela, des centaines de locataires ont dû se battre pour obtenir une décision de justice qui force le bailleur à faire un audit. Puis, après les résultats toujours positifs, il a fallu un arrêté préfectoral pour l'obliger à prendre les mesures adéquates.

Aujourd'hui, alors qu'on sait prévenir, détecter et soigner la légionellose, elle fait encore trop de victimes. Et la véritable cause n'est pas tant la bactérie que les conditions dans lesquelles elle prolifère, dans des logements et des immeubles dont les bailleurs ne respectent pas les recommandations médicales. Entre la santé et la recherche du profit maximal il y a toujours eu incompatibilité.

Marion Ajar



STÉPHANE MIGNON

HLM : la file d'attente s'allonge encore

Réunis en congrès du 23 au 25 septembre, les organismes HLM sont confrontés à 1,95 million de demandes de logements.

Il faut ajouter à ce chiffre 920 000 autres demandes pour changer de logement à la suite par exemple de la naissance d'un enfant ou d'un changement de lieu de travail. Ce sont des chiffres record.

Les organismes se plaignent non seulement de ne pas être secourus par l'État mais aussi d'avoir à payer une partie des APL (aides personnalisées au logement)

à sa place depuis 2018. Les HLM évaluent à 14 milliards d'euros la somme que l'État leur a prise en six ans. Pour faire face à cette ponction, les loyers ont été augmentés, les constructions et les réhabilitations de logements ralenties, laissant leurs habitants dans des passoires thermiques l'hiver et dans des bouilloires l'été.

Ces dernières années, la construction de HLM pla-

fonne entre 83 000 et 88 000, à comparer aux 123 000 de 2016, déjà très insuffisants. Dans le même temps, les possibilités de se loger dans le secteur privé se sont encore restreintes du fait de la forte hausse des loyers. Il n'est donc pas étonnant que la file d'attente des HLM s'allonge. Auparavant, il y avait 100 000 demandeurs de plus par an, désormais cette augmentation correspond à un semestre, d'après la fédération des HLM.

Jean Sanday

Des préfets qui ne respectent pas la loi

La Fondation pour le logement, le Secours catholique et un réseau d'associations qui accompagnent les personnes en précarité, assignent les huit préfets des départements d'Île-de-France en justice pour leur refus d'attribuer des logements dits sociaux à des ménages devant vivre avec moins de 1 000 euros par mois.

D'après une loi de 2017, au moins 25 % des attributions de logements sociaux devraient bénéficier aux 25 % de demandeurs les

plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui touchent moins de 1 000 euros par mois. Les familles expulsées lors d'une opération de démolition de leur immeuble sont également concernées.

Cette obligation est loin d'être respectée par un certain nombre de maires et d'organismes HLM. Dans ce cas, les préfets ont pour obligation d'attribuer les logements sociaux à ces ménages, mais eux non plus ne respectent pas la loi. En 2024, sur les 48 000 logements sociaux attribués

en Île-de-France, 6 900 l'ont été aux ménages les plus pauvres, au lieu de 12 000 si la proportion était respectée, plus de 888 000 ménages franciliens attendaient un logement social et seuls 7 % d'entre eux ont bénéficié d'une attribution. Ainsi, quand, par exception, une loi pourrait protéger un peu les plus pauvres, elle n'est pas appliquée, tandis que lorsqu'il s'agit par exemple des expulsions locatives, les préfets savent être contraignants !

J. S.

Famille Dassault : les rapaces

Le Monde.fr annonçait lundi 29 septembre que la famille Dassault avait récemment transformé la GIMD (Générale Immobilière Marcel Dassault) en « holding animatrice ». Voici un

tour de passe-passe parfaitement légal lui permettant d'échapper à l'impôt sur la fortune immobilière et d'être également ainsi partiellement exonérée de droit de succession.

Pour piller l'argent public et les caisses de l'État, ces rentiers s'y connaissent et, pour éviter de les remplir, ils sont également spécialistes.

M. C.

Le meeting de Lutte ouvrière, le 27 septembre à la Mutualité, a réuni un millier de participants. Jean-Pierre Mercier et Nathalie Arthaud ont pris la parole. Ci-dessous, des extraits de leurs interventions.



Jean-Pierre Mercier: “renouer avec les luttes et avec la conscience révolutionnaire”

Le Medef, à court terme, cherche des moyens de maximiser encore ses profits mais surtout, à long terme, il prépare l'économie de guerre, et pour cela, il déclare déjà la guerre au monde du travail ! (...) Alors oui, nous n'aurons pas d'autres solutions que de nous battre, que de mener une contre-offensive de grande ampleur contre ces projets mortifères. Cette contre-offensive, on ne peut pas l'attendre des directions des confédérations syndicales. (...)

Les dirigeants des confédérations syndicales sont passés, depuis bien des décennies, avec armes et bagages dans le camp du patronat, sont devenus, comme disait déjà Trotsky en son temps, les agents de

la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Ils se sentent parfaitement à l'aise dans le rôle de « partenaires sociaux » que la bourgeoisie leur assigne – « partenaires », et non ennemis de classe –, ils ne cherchent pas et ne chercheront jamais à aller plus loin.

L'intégration des synds

Et lorsque demain, la colère des travailleurs éclatera et les dépassera, ils commenceront par courir derrière le mouvement pour tenter d'en prendre la tête pour mieux le trahir et, comme l'ont fait leurs ancêtres de 1936 et de 1968, ils seront à la manœuvre pour faire arrêter les grèves et tenter d'éteindre l'incendie social.

L'intégration profonde des syndicats à la société capitaliste ne concerne pas que les dirigeants confédéraux.

Elle touche aussi bien des militants syndicaux sur le terrain, dans les entreprises, que le patronat a peu à peu réussi à apprivoiser, à amadouer, à acheter, en leur donnant l'impression d'avoir un rôle à jouer, en les invitant à bavarder autour des tables de pseudo-négociations, en leur confiant des responsabilités pour gérer les CSE, à les transformer en organisateurs de colonies de vacances ou en gestionnaires de cantines, bien plus qu'en organisateurs de la lutte de classe. (...) Et comment pourrait-il en être autrement aujourd'hui ?

Depuis des décennies, non seulement la combativité ouvrière est au plus bas, mais en plus, il n'y a pas de parti politique ouvrier, communiste et révolutionnaire, pour influencer les militants syndicaux et les empêcher de se faire aspirer dans les sables mouvants de la collaboration avec la bourgeoisie.

C'est même l'inverse. Ces militants sont souvent influencés par le PS, le PCF ou LFI, quand ce n'est pas le RN. Et ces partis rabâchent tous que la seule voie pour changer notre sort, c'est de bien voter, pour les porter au pouvoir. Ils répètent tous qu'il faut aider les entreprises, c'est-à-dire les patrons, surtout s'ils sont français. (...)

Aucun mouvement de contestation ne pourra l'emporter contre la bourgeoisie sans idées politiques et

sans organisation – mais des idées politiques communistes et une organisation qui vient d'en bas, une organisation discutée et décidée à la base, imposée par la base !

Oui, il faut que les travailleurs se méfient comme de la peste des politiciens professionnels qui viendront leur déclarer leur amour, « ces bourgeois déguisés en tribuns » avec « leurs phrases sonores d'avocat », comme disait le révolutionnaire Auguste Blanqui.

Leurs dirigeants, les travailleurs devront les trouver parmi eux. Leur stratégie, leurs modes d'actions, leur programme, leurs revendications, ils devront les définir eux-mêmes, démocratiquement, à la base, en reprenant l'habitude de se réunir, de discuter, de voter et d'élire leurs propres représentants en créant leurs propres organes de direction – comités de lutte, comités de grève !

Diriger nos luttes

Car les luttes de demain ne pourront échapper à l'influence délétère des confédérations syndicales et des partis politiques bourgeois qu'à condition de voir naître en leur sein de tels comités, organes de démocratie ouvrière directe, qui éliront leurs propres représentants et les révoqueront s'ils trahissent, qui définiront eux-mêmes, démocratiquement, librement, leurs méthodes de lutte et leurs objectifs. Des comités qui refuseront d'être automatiquement placés sous l'influence d'un chef syndical autoproclamé

– parce qu'on est déjà dirigés par des chefs dans les entreprises, par des flics en dehors des entreprises, alors dans nos luttes, c'est nous-mêmes qui devons être nos propres chefs ! (...) Pour les communistes révolutionnaires, les travailleurs ne sont pas une masse de manœuvre mais la classe sociale qui changera le monde et dirigera la société de demain !

Et c'est dans les grèves, dans le combat, que cet apprentissage se fait, lorsque les travailleurs découvrent qu'ils ont l'intelligence et la force collective de diriger eux-mêmes au lieu d'être dirigés, lorsqu'ils font l'expérience de cette force et en mesurent les effets, lorsqu'ils prennent conscience, en étant les acteurs et les dirigeants de leurs propres luttes, de leur unité, en jetant d'un coup à la poubelle toutes les divisions mortelles que la bourgeoisie leur met dans le crâne – français contre immigrés, jeunes contre vieux, public contre privé, hommes contre femmes ! Dans les comités de lutte, dans des comités de grève, tous les combattants sont sur un pied d'égalité, et c'est ce qui en fait un extraordinaire levier d'unification des travailleurs, le ferment d'une renaissance de la conscience de classe.

C'est cette renaissance de la conscience de classe qui fera franchir aux luttes de demain un palier supplémentaire, vers l'idée d'une transformation bien plus profonde de la société, vers l'idée révolutionnaire.



Nathalie Arthaud : “sous le drapeau de l’Internationale”

Nous sommes assis sur un immense baril de poudre qui peut exploser à tout moment. Et ne comptons pas sur ceux qui posent en pacifistes pour l’éviter !

Le RN d’un côté, LFI et le PCF de l’autre, se disent pacifistes. Ils dénoncent la politique va-t’en guerre de Macron, ils en appellent à la diplomatie et au droit international, en sachant que la diplomatie et le droit international n’ont jamais empêché les guerres. Mais regardez leur politique actuelle. Dans la guerre, telle qu’elle se présente aujourd’hui, c’est-à-dire dans la guerre commerciale, ils sont tout sauf pacifistes.

En utilisant quasiment les mêmes mots et les mêmes exemples, ils dénoncent tous la concurrence déloyale de la Chine, le traité de libre-échange du Mercosur et prônent le protectionnisme quasiment dans les mêmes termes. RN, droite, macronistes, PS jusqu’à Ruffin et Mélenchon, ils constituent déjà une forme d’union sacrée autour des capitalistes français : « *il faut défendre les intérêts de nos entreprises, de nos constructeurs automobiles... La production d’armes françaises... la défense de l’agriculture française* » nous disent-ils tous. (...)

Cette politique nationaliste et prétendument protectionniste au nom de la défense nationale est une trahison des intérêts des travailleurs. Parce que le monde du travail en crève de cette guerre économique !

Que leur entreprise soit vraiment en difficulté ou pas, les patrons ont toujours le même discours. C’est au nom de la concurrence et de la compétitivité que les salaires sont

écrasés, que les cadences et le rythme de travail deviennent complètement fous, que des secteurs entiers de la production sont externalisés, que les emplois sont supprimés, que des usines ferment, et que le patronat réclame toujours plus d’exonérations et d’aides en tout genre de l’État. Quand et où le protectionnisme a-t-il mis les travailleurs à l’abri de l’exploitation et des licenciements ? Dans cette société dirigée par la classe capitaliste, le protectionnisme comme les autres politiques, a pour unique objectif de protéger les profits et les dividendes des capitalistes.

La politique protectionniste condamne les travailleurs à servir de chair à profit dans la guerre commerciale aujourd’hui et elle les condamnera, demain, à être de la chair à canon dans la guerre militaire. La guerre économique est une source de gâchis et de destruction sans nom ! Il ne faut pas chercher à la mener en bon petit soldat patronal, il faut la dénoncer, la combattre comme tous les autres fondements du capitalisme !

Combattre le nationalisme

L’entrée en guerre deviendra tôt ou tard une nécessité pour la classe capitaliste et l’État français. Et alors le rouleau compresseur de la propagande, mais aussi et surtout le rouleau compresseur de l’État, autoritaire et répressif entreront en action. Et prêcher le pacifisme conduira à l’impuissance et à la passivité.

Il est impossible d’empêcher la guerre sans combattre la classe capitaliste et son État. Et tout parti qui n’est pas, aujourd’hui, en



guerre contre la bourgeoisie, contre son ordre social, contre son État, contre les lois du capitalisme mènera, demain, les travailleurs à l’abattoir lors des affrontements militaires. (...)

La conscience de classe, c’est-à-dire la conscience d’avoir à se défendre pied à pied contre le patronat, mais aussi surtout la conscience d’être une classe apte à contester le pouvoir à la bourgeoisie et à prendre le pouvoir pour fonder une société communiste, est indissociable de l’internationalisme. Se battre, aujourd’hui, pour une perspective internationaliste, est fondamental. Parce qu’il est impossible de sortir des crises, crises économiques et climatiques en raisonnant sur un plan national. Parce que l’interdépendance des pays et des peuples est un fait. Et le nationalisme ne pourrait signifier qu’un immense retour en arrière.

Le racisme est dénoncé comme une tare immonde par tout le monde. Tous les partis, même ceux qui le sont, se défendent d’être racistes. En revanche, le patriotisme est érigé en vertu, par l’extrême droite et la droite bien sûr, mais aussi par la gauche.

Eh bien, c’est stupide car le racisme est un avatar du

nationalisme et de la xénophobie. (...) Par rapport au racisme qui se nourrit de préjugés, les idées nationalistes s’appuient sur des réalités culturelles et historiques pour inventer un récit qui érige le peuple national en peuple supérieur autorisé à traiter les autres avec mépris.

Fabien Roussel kiffe la France, il aime son bon vin, sa bonne viande, le pain perdu et Patrick Sébastien. Dans un autre style, Mélenchon et Ruffin défendent eux aussi la grandeur de la France et sa souveraineté. Mélenchon répète que la France est la patrie des droits de l’homme, quasiment un phare de la civilisation, et il n’est jamais avare d’une vacherie contre les Allemands.

Les prolétaires n’ont pas de patrie

Ce nationalisme, il faut le combattre, autant si ce n’est plus que le racisme. Car je le redis, le racisme en découle. Parce que le résultat du nationalisme est le même que le racisme : diviser et affaiblir les exploités qui sont originaires des quatre coins du monde. Et parce qu’il prépare les esprits pour la guerre.

Le nationalisme conduit à la tromperie de la défense nationale et de la défense

de la patrie. Mais Jean-Pierre l’a dit, quelle solidarité existe-t-il entre nous, travailleurs, et Macron et Bernard Arnault ? Entre nous et les banquiers français ? Entre nous et les plus riches du pays ?

La « patrie » que les classes dominantes voudraient nous voir vénérer ne promet qu’une vie de labeur de plus en plus dure pour les classes populaires. C’est ce qui avait amené Marx et Engels à écrire, en conclusion du *Manifeste du Parti communiste*, « *Les prolétaires n’ont pas de patrie* ». Au nationalisme et au patriotisme, il faut opposer la conscience de classe internationale de tous les exploités et de tous les opprimés.

Deux siècles après la révolution française, une nouvelle révolution est devant nous, une révolution à mener sous le drapeau de l’Internationale et non sous celui de la patrie. Les bastilles qui sont à prendre sont les banques, les trusts, les multinationales du monde entier. Cela ne peut se faire qu’en liant les forces de la classe ouvrière d’Asie, d’Europe, d’Afrique, du Moyen-Orient et d’Amérique.

C’est pourquoi la classe ouvrière internationale est notre camp, notre pays, notre patrie !



Retrouvez sur le site de *Lutte ouvrière* l’intégralité du meeting :

<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/multimedia/rubrique/meetings-51886.html>

Gaza : après deux ans de massacre, le plan Trump

Deux ans après le début de l'impitoyable guerre de destruction déclenchée par l'armée israélienne contre les Gazaouis, Trump a proposé le 29 septembre un plan de paix en vingt points.

Le plan Trump a été annoncé en présence du Premier ministre israélien Netanyahu qui, devant son parrain et principal fournisseur d'armes, n'a pu que l'approuver. Un plan de paix, quel qu'il soit, apparaît comme une lueur d'espoir pour les familles d'otages et les opposants à la guerre en Israël. Il pourrait offrir un répit provisoire à la population gazaouie affamée, contrainte de fuir sans cesse les bombes et privée de tout.

Ce plan équivaut à une reddition complète du Hamas, dont les dirigeants, au lendemain de l'annonce, ne s'étaient pas exprimés. Trump leur a laissé 72 heures pour donner leur réponse. En cas de refus de leur part, le président américain appuierait l'effort militaire israélien « pour finir le travail », selon les termes de Netanyahu. Comme si ce soutien avait jamais fait défaut un seul jour depuis le début de la guerre !

La première étape du plan de Trump propose l'arrêt immédiat des bombardements par l'armée israélienne suivi du retour de l'acheminement de l'aide humanitaire, sous le contrôle de l'ONU et du Croissant rouge, vers l'enclave

soumise à une famine organisée. Dans la foulée, les derniers otages israéliens, vivants ou morts, devraient être libérés, avant que 250 prisonniers palestiniens condamnés à perpétuité par Israël ne le soient à leur tour, ainsi que 1 700 Gazaouis arrêtés depuis le 7 octobre, qui sont eux aussi des otages en quelque sorte.

À l'issue de cette première phase, les combattants du Hamas devraient choisir entre l'exil forcé vers un pays non défini, ou leur désarmement complet et leur soumission à l'autorité d'un « comité palestinien technocratique et apolitique » lui-même chapeauté par un « Comité de la Paix » présidé par Trump lui-même, flanqué de l'ancien Premier ministre travailliste britannique Tony Blair. Cela reviendrait ainsi à transformer le territoire de Gaza en protectorat dirigé par les grandes puissances occidentales et dans lequel les Palestiniens n'auraient pas leur mot à dire.

Au fur et à mesure du déroulement de ce plan, avec destruction des derniers tunnels et démilitarisation des ruines de Gaza, l'armée israélienne est supposée reculer de quelques kilomètres. En

attendant qu'une très hypothétique Force internationale de stabilisation (ISF), qui reste à constituer, se déploie à Gaza, l'armée israélienne continuerait d'occuper une large partie du territoire pour un long moment : « notre armée restera dans la majeure partie de Gaza » a réaffirmé Netanyahu.

Le plan Trump ne reprend pas les exigences des plus extrémistes des dirigeants israéliens. Il rejette explicitement la déportation forcée des Gazaouis, un moment envisagé pour bâtir la « Riviera du Moyen-Orient » mais qui se heurtait à une dure réalité : les Gazaouis refusent obstinément de partir malgré les bombes tandis qu'aucun État, arabe ou pas, ne veut accueillir ces damnés de la terre qui risquent d'apporter

avec eux le ferment de la révolte. Trump a également rejeté toute annexion par Israël, tant de la Cisjordanie occupée que de Gaza détruite. Pour obtenir le soutien des États arabes, son plan mentionne même l'hypothèse d'un futur État qui correspond à « l'aspiration du peuple palestinien ». Mais ces mots n'auront, pas plus que depuis 80 ans, le moindre effet sur la vie des Palestiniens réfugiés, enfermés ou colonisés.

Netanyahu a d'autant plus facilement approuvé ce plan que, même s'il était accepté par le Hamas, il lui laisse les mains libres. Depuis deux ans, il y a eu plusieurs cessez-le-feu effectifs et plusieurs plans de paix envisagés, sans que Netanyahu n'arrête ni sa fuite en avant guerrière ni le massacre à Gaza. Certes,

pour ménager le Qatar, pays allié des États-Unis et qui sert de médiateur pour négocier avec le Hamas, Netanyahu a dû s'excuser d'avoir bombardé un immeuble de Doha qui abritait des chefs du Hamas. Quant à la ligne rouge fixée par Trump, ni annexion de la Cisjordanie ni colonisation de Gaza par des Israéliens, des objectifs difficiles à mettre en œuvre sans exterminer ou déporter les Palestiniens, elle permet à Netanyahu de tenter de calmer ses alliés d'extrême droite en s'abritant derrière le veto américain.

En attendant, pendant que Trump et Netanyahu se livraient à leur mise en scène devant les caméras de télévision, la guerre continuait à Gaza, avec des dizaines de morts chaque jour.

Xavier Lachau



Gaza City, le 30 septembre.

Une flottille contre le blocus

Dans la nuit du 23 au 24 septembre, plus d'une dizaine de navires de la flottille Global Sumud ont été frappés par des drones, des bombes sonnantes et des substances irritantes au large de la Crète.

L'opération a très probablement été menée sur ordre de l'État israélien. Depuis fin août, une quarantaine de bateaux de faible tonnage sont partis de différents ports méditerranéens avec à leur bord des passagers de différentes nationalités, dont des députés français LFI et la militante écologiste Greta Thunberg, pour transporter à Gaza de l'aide médicale, des vivres et même de l'eau potable.

L'objectif est de dénoncer

le blocus subi par les deux millions d'habitants de Gaza. Les attaques subies ces derniers jours n'étaient pas les premières, mais leur intensité était inédite, si bien que l'Espagne, qui soutient officiellement la flottille, et l'Italie, sous la pression de centaines de milliers de manifestants, ont dépêché un navire pour lui porter assistance.

Plus les bateaux s'approchent des côtes israéliennes et de Gaza, plus il est

à craindre que la pression militaire israélienne s'intensifie. En 2010, un précédent convoi transportant de l'aide humanitaire, tentant de gagner Gaza par la mer, avait été violemment arraisonné par l'armée israélienne dans les eaux internationales. Neuf ressortissants turcs avaient été tués.

Une nouvelle opération de terrorisme de l'État israélien est probable, qui s'ajoutera aux atrocités de la guerre d'extermination menée par le gouvernement de Netanyahu avec, encore et toujours, la bénédiction de l'impérialisme.

Boris Savin

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 250 (septembre-octobre 2025)

- Derrière la crise politique, la guerre sociale
- La CGT et la marche à la guerre
- Argentine : après deux ans de gouvernement Milei
- Bangladesh : un an après

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.

- la « révolution de Juillet », les combats décisifs restent à venir
- Cameroun : la sale guerre cob niale de la France
- Léon Trotsky : Les Questions du mode de vie





« Combien d'enfants doivent encore mourir pour qu'ils soient trop à mourir ? Cessez-le-feu ! »

Italie : le massacre à Gaza ne passe pas

D'importantes manifestations contre la guerre à Gaza ont eu lieu en Italie, d'abord le 19, puis le 22 septembre et encore le 27. Elles ont créé quelques difficultés au gouvernement Meloni, qui affiche un soutien à peine voilé à la politique génocidaire de Netanyahu.

Le 19 septembre, c'est à l'appel de la CGIL, le principal syndicat italien, que des débrayages et des rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses villes. Puis, le 22 septembre, l'appel à faire grève et à manifester lancé par les syndicats de base – petits syndicats distincts des grandes confédérations – a eu un succès inattendu, essentiellement dans le secteur public. Les

manifestations ont vu une participation massive d'enseignants, d'étudiants et de jeunes en général.

Parallèlement, des syndicats ou des collectifs de dockers ont appelé à boycotter les départs de navires transportant des armes à destination de l'armée israélienne, dénonçant ainsi la collaboration des gouvernements italien et européens et de leurs entreprises d'armement au

massacre en cours à Gaza. Ainsi un navire israélien a dû renoncer à embarquer dix conteneurs d'armement à Gênes. D'autres navires, à la nouvelle des manifestations qui les attendaient, ont dû renoncer à leurs escales en Italie, notamment à Ravenne et Livourne.

Les soutiens à ces manifestations ne viennent pas seulement des partis de gauche. L'intervention des représentants religieux musulmans et des milieux immigrés, mais aussi de plus en plus celle de représentants de l'Église, contribue certainement à leur ampleur. Elle

entre en résonance avec les appels du Pape à la paix, qui touchent de larges milieux catholiques, et aussi une opinion profondément pacifiste et hostile à la guerre.

Mis ainsi en accusation pour leur complicité avec le pouvoir israélien, Meloni et son gouvernement ont un peu changé de ton, déclarant qu'ils pourraient reconnaître un État palestinien, mais à condition que le Hamas soit éliminé, ce qui est ni plus ni moins que la position de Macron. Puis les ministres se sont multipliés pour afficher un prétendu souci humanitaire concernant Gaza, quelques jeunes mutilés gazaouis étant accueillis en Italie pour des soins, où à propos de l'expédition de solidarité de la flottille Sumud partie à destination de Gaza pour dénoncer

le blocus effectué par Israël. Ces ministres n'ont évidemment pas été jusqu'à dénoncer ce blocus de leurs amis israéliens, mais ont exhorté les passagers de la flottille, parmi lesquels se trouvent des parlementaires italiens, à ne pas tenter de le forcer, car cela pouvait être « dangereux » ; une façon de détourner l'attention du massacre en cours à Gaza, autrement dangereux et concernant toute la population gazaouie.

Cette flottille dénonce à juste titre le blocus imposé par l'État d'Israël depuis des années. L'attitude du gouvernement italien, mais aussi de tous les autres, qui n'ont jamais rien fait pour s'y opposer, suffit à montrer quelle complicité les unit à Netanyahu et au pouvoir israélien.

André Frys

Migrants : les sales besognes de l'UE

Dans la nuit du 25 au 26 septembre, un navire des garde-côtes libyens a tiré sur un bateau de l'ONG Sea-Watch, après le sauvetage de 66 personnes en pleine mer.

L'équipage du Sea-Watch 5 avait refusé de changer sa route, ce qui l'aurait forcé à interrompre son opération de secours. Il n'en fallait pas plus pour que les garde-côtes ouvrent le feu. Cette agression n'est pas la première du genre.

Depuis 2017, l'Italie forme les garde-côtes libyens et l'UE finance leurs opérations à coup de dizaines de millions d'euros : environ 33 millions d'euros entre 2017 et 2021 selon l'ONG Oxfam, plus de 60 millions d'euros de 2021 à 2023 selon l'UE elle-même...

une mission renouvelée cet été pour deux ans, avec 52 millions d'euros à la clé. Le patrouilleur ayant attaqué le Sea-Watch 5 aurait été remis par l'Italie aux garde-côtes libyens en 2018.

Cette attitude des forces libyennes est connue des autorités européennes depuis des années : début 2022, un rapport confidentiel de services de l'UE, rendu public par l'agence AP, reconnaissait que celles-ci avaient recours à « un usage excessif de la force » envers les migrants,

certaines opérations étant menées « à l'encontre de la réglementation internationale ». Les témoignages à propos de patrouilleurs libyens tirant sur des embarcations de migrants et ayant conduit à plusieurs morts par noyade se sont multipliés depuis 2020, tout comme les accusations de travail forcé, torture et traite d'êtres humains des personnes retenues dans les camps libyens. Mohammed Al-Khoja, chef du Département de lutte contre la migration irrégulière, est lui-même un ancien chef de milice, connu pour ses exactions contre les migrants.

Depuis le début de l'année, 18 260 personnes ont été refoulées vers les côtes libyennes et, en pleine connaissance de cause, la Commission européenne a réaffirmé ses engagements envers la Libye : « C'est notre politique pour l'instant », a déclaré Guillaume Mercier, porte-parole de la Commission. Avec la complicité et même le soutien de tous les gouvernements européens, quelle que soit leur étiquette politique.

Sacha Kami

Otan : ils préparent la guerre

« En cas de menace avérée, nous sommes prêts à défendre nos populations » a déclaré Alexis Grynke-wich, le commandant suprême des forces armées de l'Otan en Europe, en visite en France le 24 septembre.

Il répondait au journal *Le Monde* sur la possibilité d'abattre un avion russe qui violerait l'espace aérien d'un pays de l'Otan. « Abattre un drone est, bien sûr, une décision plus facile. [...] Avec les avions de chasse, il y a clairement un risque d'escalade plus élevé surtout si l'opération pour les neutraliser cause des morts d'un côté ou de l'autre. » Mais, a-t-il ajouté, il existe « une menace à 360 degrés », « quelque chose que nous devons prendre au sérieux. » Venant du commandant de toutes les forces armées américaines déployées sur le continent européen, le

message est clair : il faut se préparer à la guerre.

Et de répéter les « souhaits » des États-Unis plusieurs fois formulés par Trump, de voir les pays européens « en faire davantage » car « la Chine – et la région Indo-Pacifique – constitue aujourd'hui une menace militaire réelle et que nous [les États-Unis] n'avons pas les moyens de tout faire. » Cette menace « à 360° » justifie donc que tous les États augmentent leurs dépenses militaires.

Cette propagande doit partout battre son plein pour faire accepter ces sacrifices aux populations, et préparer les esprits à la guerre. Embrigader les populations constitue en effet la première étape de la marche à la guerre, un embrigadement dans lequel les travailleurs ne doivent pas marcher.

Aline Retesse



Les garde-côtes libyens menaçant le Sea-Watch 5.

Moldavie : bras de fer entre l'Europe et la Russie

Les élections législatives du 28 septembre en Moldavie, qu'a remportées de peu le parti pro-européen PAS de la présidente, Maia Sandu, ont eu un écho, et pas seulement dans les médias, qui peut surprendre.

La raison de ce subit intérêt pour ce tout petit pays des Balkans (2,4 millions d'habitants), situé entre la Roumanie et l'Ukraine, a été donnée par le président ukrainien Zelensky à l'assemblée générale de l'ONU. « *L'Europe, a-t-il dit en visant la Russie, ne peut pas se permettre de perdre [...] la Moldavie, alors que « la Géorgie a déjà été perdue » et que « la Biélorussie » est dépendante de Moscou.* »

La Moldavie, comme d'autres ex-républiques soviétiques d'Europe, dont bien sûr l'Ukraine, est donc un enjeu entre l'Occident impérialiste, qui voudrait que ces pays quittent la sphère d'influence du Kremlin, et la Russie, qui tente de les y garder.

Les pro-européens moldaves, au pouvoir depuis 2021 craignaient de

le perdre à l'issue de cette élection car leur politique a aggravé les conditions de vie de la population. Voilà pourquoi ils ont hurlé à la campagne de désinformation de Moscou, aux centaines de millions déversés par la Russie pour acheter des voix. C'est sans doute en partie exact et les médias occidentaux ont largement repris ces accusations. Mais il est au moins aussi vrai que l'Union européenne (UE) a dépensé 1,9 milliard d'euros, « *un plan Marshall, 2025-2027, constatent Les Échos, pour aider la Moldavie... à basculer du bon côté.* »

Comme il y a vingt ans, lors de l'intégration à l'UE des ex-démocraties populaires, ce « plan Marshall » concerne d'abord l'énergie et les infrastructures nécessaires à la pénétration des capitalistes occidentaux.

Autant dire que la majorité de la population n'a pas vu et ne verra pas la couleur de cette manne. En revanche, elle sait que le pays est le second plus pauvre des pays d'Europe, juste avant le Kosovo, que les emplois, même avec des salaires parmi les plus bas du continent, manquent tellement que, après la fin de l'URSS, deux Moldaves sur trois ont dû, à un moment ou à un autre, s'exiler pour survivre. Alors, plus du quart des 2,4 millions de Moldaves travaillent et vivent en Allemagne, en France, en Italie, mais aussi en Russie, et 40 000 à 50 000 jeunes partent chaque année y tenter leur chance.

En 2022-2023, la Moldavie a accueilli 1,5 million d'Ukrainiens fuyant la guerre.

La proportion est énorme, au moment où la population voyait s'effondrer son niveau de vie misérable. Les livraisons de gaz russe, dont l'économie et les foyers moldaves



Dans un bureau de vote à Chisinau, en Moldavie, le 28 septembre.

dépendaient à 100 %, ont dû cesser ; le commerce avec l'Ukraine a plongé ; l'inflation a atteint 34 %, avant de revenir à 7 %.

Tout cela explique pourquoi, à la veille des législatives, les sondages n'accordaient au bloc présidentiel que 36 % d'intentions de vote sur place. Le pouvoir a alors pris des mesures. Tout en criant à la manipulation du scrutin par la Russie, il s'est donné les moyens de favoriser son électorat et de gêner celui de l'opposition pro-russe.

Ainsi, il a ouvert 300 bureaux de vote en Europe de l'Ouest – les Moldaves qui s'y trouvent voyant d'un œil favorable la possibilité d'entrer officiellement dans l'UE, mais deux à Moscou pour toute la Russie, alors que de nombreux

Moldaves y vivent, un en Biélorussie et un au Kazakhstan. Le gouvernement avait aussi installé des bureaux de vote à proximité de la région industrielle et séparatiste pro-russe de Transnistrie. Mais les ponts sur le Dniestr y donnant accès ont subitement fermé pour réparations ou du fait de barrages de police, voire, comme à Rybnitsa, parce que suspects d'avoir été minés !

Bien sûr, ces « empêchements » ont disparu le lendemain. Mais en imposant de grands détours aux électeurs qui vivent en Transnistrie, ils ont dû en dissuader plus d'un. Au grand soulagement du gouvernement moldave et, on peut le parier, de ses parrains occidentaux.

Pierre Laffitte

Maroc : «des milliards pour la santé, pas pour la CAN!»

Malgré l'interdiction des autorités, depuis samedi 27 septembre, des centaines de jeunes manifestent dans la plupart des grandes villes, principalement à l'ouest du pays, pour plus de justice sociale et contre la corruption au moment où des milliards sont investis pour préparer la CAN 2025 (Coupe d'Afrique de football) et la Coupe du monde 2030.

Le décès en dix jours de huit femmes enceintes admises pour césarienne, à l'hôpital public Hassan II d'Agadir, mi-septembre, a provoqué la colère des habitants et plus largement la mobilisation actuelle dans la jeunesse marocaine. Des rassemblements de la population devant « l'hôpital de la mort » ont dénoncé le manque criant de soignants, de personnel et l'indigence criminelle des équipements. Le limogeage de la direction de l'hôpital n'a rien calmé. La colère y est d'autant plus forte que le maire d'Agadir n'est autre que le premier ministre, Aziz Akhannouch, multimilliardaire, deuxième fortune du pays, qui lors

de sa nomination à la tête de l'exécutif en 2021, s'était vu gratifié d'un mandat de maire. Il avait promis un CHU moderne et du travail pour la jeunesse de la ville.

Révoltée par la dégradation des services publics les plus élémentaires et indispensables à la population pauvre, des jeunes ont réagi en multipliant les appels sur les réseaux sociaux et en descendant dans les rues de Rabat, Casablanca, Agadir, Tanger, Kénitra, Al Hoceima, Marrakech, tout au long des journées du samedi 27 et du dimanche 28 septembre. Ils revendiquent des moyens pour un meilleur système de santé, d'éducation et la création massive d'emplois. Durement



À Casablanca, le 27 septembre.

touchés par le chômage, ces jeunes manifestants des milieux populaires, souvent diplômés, ne demandent qu'à être enseignants, soignants, brancardiers, infirmiers, éducateurs, électriciens, plombiers, agents d'entretien... Avec des slogans comme « La santé, l'éducation, le travail et l'eau d'abord, nous ne voulons pas de la coupe du monde », ils dénoncent l'accroissement des inégalités, l'argent qui va toujours à l'argent et, pour la CAN et la Coupe du monde, « des investissements ne servent qu'à

enrichir les déjà riches ». Ils réclament une réorientation de l'argent de l'État vers les couches populaires et ne supportent plus la corruption et les passe-droits.

Les arrestations policières se sont abattues sur les manifestants dès les premières minutes. Poursuivis jusque dans les quartiers et entraînés manu militari, par dizaines vers les camions des forces de répression. Intimidés puis relâchés pour la plupart, cela a surtout suscité de l'émotion et fait descendre de nouveaux manifestants,

jeunes et moins jeunes au cri de « Nous sommes pacifiques et vous nous réprimez ». Lundi 29 septembre les manifestations continuaient à El Jadida, Tanger, Casablanca, Tétouan...

Ceux qui se mobilisent expriment un ras-le-bol profond et ils ne comptent se laisser impressionner ni par la police, ni par les accusations de « manipulation de l'extérieur », ni par les enjeux de gros sous pour les bourgeoisies marocaine et occidentale et les politiciens à leur service.

Louisa Guersif

Salon de l'élevage : parade commerciale sur fond de crise

Du 16 au 18 septembre, se tenait, comme chaque année à Rennes, le SPACE (Salon des productions animales – Carrefour européen). C'est un salon destiné aux professionnels de l'élevage, l'un des plus importants d'Europe.

Le SPACE regroupe 1 230 exposants : entreprises de conseil, vendeurs de matériels, d'aliments, de génétique, banques, etc. Plus de 100 000 visiteurs, agriculteurs, éleveurs, professionnels, s'y sont rendus ainsi que de nombreux visiteurs étrangers. Le salon est une grande opération commerciale où les entreprises accueillent les éleveurs dans des stands coûtant plusieurs dizaines de milliers d'euros, avec petits fours, boissons et services de traiteurs, mais où les matériels présentés sont inaccessibles pour la plupart des éleveurs. Le décor est en décalage avec la réalité de leur travail.

Les patrons des grandes entreprises du secteur annoncent en effet de futures baisses de prix payé aux producteurs. En effet, la

guerre commerciale entre la Chine, l'Europe et les États-Unis sert de prétexte aux abattoirs et les laiteries annoncent que le prix du lait payé aux éleveurs risque de baisser au printemps prochain.

Annie Genevard, la ministre (démissionnaire) de l'Agriculture, s'est trouvée face à plusieurs éleveurs qui lui ont reproché la gestion de l'épidémie de FCO, la fièvre catarrhale ovine. Appelée aussi maladie de la langue bleue, elle vient d'un virus qui touche principalement les ovins et les bovins, qui peut décimer un troupeau en quelques jours et se répand dans l'ouest depuis le début de l'été. Plusieurs concours d'animaux ont d'ailleurs été annulés au SPACE du fait de la FCO. Les éleveurs protestent contre

le manque de vaccins disponibles et leurs coûts. Le protocole de vaccination peut en effet dépasser 20 000 euros pour un troupeau de 50 vaches laitières. L'indemnisation des animaux abattus permet à peine de financer l'achat de nouvelles bêtes et surtout il devient de plus en plus difficile d'en acheter en pleine épidémie. De fait, la vaccination est dépendante des trusts pharmaceutiques comme Boehringer Ingelheim, qui produit le vaccin en France et qui, par ses choix, détermine le prix et le rythme de livraison de vaccins.

La Confédération Paysanne a mené une action au stand du ministère de

l'Agriculture. Si elle critique la politique de l'État face aux épidémies, elle n'aborde pas la responsabilité des industriels de l'agrobusiness. Par contre les militants de la Confédération ont dénoncé le Mercosur, accusant l'accord de libre-échange entre l'Europe et l'Amérique du Sud de ruiner les paysans, et ne se distinguant pas sur

ce point de la FNSEA ou de la Coordination rurale qui donnent dans la surenchère protectionniste.

Pourtant, les véritables responsables de la situation des éleveurs ne sont pas à chercher de l'autre côté de l'Atlantique : leurs noms étaient affichés sur les plus gros stands du salon.

Sébastien Janais



Permis de conduire : nécessaire et inabordable

Lundi 29 septembre, les patrons d'auto-écoles ont mené une opération escargot sur le périphérique parisien. Les formateurs et les inspecteurs du permis de conduire s'étaient mis en grève pour protester contre le manque de places à l'examen du permis, en raison du nombre insuffisant d'examineurs.

Ils dénoncent le délai d'attente pour le passage du permis qui a doublé en six ans, atteignant 80 jours et souvent davantage ; en

Île-de-France, le candidat peut attendre huit mois pour se présenter à l'examen et a tout le temps d'oublier ce qu'il a appris.

Les patrons d'auto-écoles réclament à juste titre 170 postes supplémentaires d'inspecteurs, qui sont moins de 1 500 pour tout le pays alors qu'on comptait déjà en 2023 1,4 million d'élèves. Ils plaident pour un passage de 20 heures à 28 heures de conduite obligatoires qui accroîtraient les chances de réussite. Certes, mais le forfait actuel, de 1 800 à 2 000 euros, est déjà trop cher pour un bon nombre de jeunes.

Dans un monde où savoir conduire est devenu indispensable, où la possession du permis conditionne souvent l'obtention d'un emploi, ne serait-ce que pour une raison de sécurité publique, l'apprentissage de la conduite et l'enseignement du code devraient être considérés comme un service public, intégrés au service de l'éducation et gratuit.

Sylvie Maréchal

SNCF : ils sont malades !

Des travailleurs de la SNCF se sont vu réclamer des attestations d'arrêts maladie datant de plusieurs mois, sans lesquelles ils risquent de perdre jusqu'à plusieurs centaines d'euros sur leurs indemnités.

À la SNCF, les salariés qui ont le statut de cheminots sont affiliés à une caisse de prévoyance et de retraite spécifique, la CPR. Les salariés contractuels – embauchés depuis la fin du recrutement « au statut » en 2019 – étaient eux affiliés à la Sécurité sociale. Cela représente plus de 160 000 travailleurs. En novembre 2024, la direction de la SNCF et la CPR ont informé les agents que désormais la CPR gèrerait l'ensemble des cheminots.

À grands coups de mails et de communications diverses et variées, ils ont expliqué que cela ne changerait rien, hormis l'adresse d'envoi en cas d'arrêt maladie ou d'accident. Ceux-ci sont en constante augmentation, entre autres pour les équipes de chantier où le sous-effectif se fait cruellement sentir.

Les premières semaines du changement de caisse, il ne fallait pas trop tomber malade car il était quasiment impossible de faire reconnaître sa carte vitale par les professionnels de santé, obligeant l'avance de

frais parfois importants. Par contre pendant l'été 2025, les cheminots ont été nombreux à recevoir un courrier du gestionnaire de paye nous demandant l'envoi d'arrêts de travail ou de duplicata pour des arrêts de novembre ou décembre 2024. Ils laissaient un mois de délai, sans quoi les indemnités seraient récupérées. Tous les arrêts avaient été adressés aux caisses primaires d'assurance-maladie, mais il n'était pas question pour la CPR de s'adresser à elles. Mais pour les travailleurs, obtenir un duplicata d'arrêt, huit mois après, est parfois un véritable casse-tête.

Difficile de dire combien de salariés contractuels se sont vu retirer les indemnités déjà perçues, mais pour certains il s'agit de plusieurs centaines d'euros que la direction récupère sur les payes des travailleurs.

La direction de la SNCF n'a pas attendu le plan d'économies du gouvernement et ses mesures contre la santé pour s'en prendre aux travailleurs malades.

Correspondant LO



Opération escargot des patrons d'auto-écoles.

RATP : la chasse aux sorcières est ouverte

Sous couvert de laïcité et de neutralité, l'actuel PDG de la RATP, Jean Castex, a lancé sur certains « sites pilote » une opération de division envers les salariés travaillant pour la Régie.

Le plan de Castex, appelé hypocritement Travailler ensemble, détaille les opérations de contrôle des espaces et des personnes travaillant pour les sous-traitants, les prestataires de nettoyage en particulier, afin de porter « une attention particulière à tout ce qui peut apparaître comme un marqueur

de pratique religieuse sur le lieu de travail ».

Il ne fait de doute pour personne que les travailleurs de confession musulmane sont la cible principale. Nombreux sont celles et ceux qui sont écœurés par cette note et avec raison. Cette politique de la direction a du mal à passer, y compris parmi les agents de

maîtrise à qui il est demandé d'effectuer des rondes dans les locaux si possible aux heures de prière, horaires dont ils doivent prendre connaissance en consultant le site de la Mosquée de Paris.

La direction veut en faire des garde-chiourmes, elle leur donne des astuces pour détecter les dangereux contrevenants : bouteilles en plastique vides dans les toilettes, cartons pliés, tapis, etc. Par ailleurs, les

« managers » sont chargés de s'assurer que la « formation e-learning », obligatoire pour l'usage de la langue française, a bien été suivie par tous les agents. Il leur est donc aussi demandé de faire la chasse à ceux qui parlent une langue étrangère pendant leur travail, mais quelle langue ? L'arabe ? Le tamoul ? Ou le franglais ?

La direction et le gouvernement font tout pour diviser les travailleurs

afin de les attaquer plus facilement. Ils cherchent à les détourner des vrais problèmes : les salaires, les conditions de travail, les prix qui augmentent, les retraites.

Bien des travailleurs ne tomberont pas dans son piège. Ils sauront réagir et « travailler ensemble » afin que le plan de la RATP reste une coquille vide et ne se généralise pas à tous les sites de la Régie.

Correspondant LO

Routiers : chauffeurs de tous les pays... même combat

Trois chauffeurs routiers géorgiens ont été licenciés et abandonnés sur des aires d'autoroute où ils s'étaient arrêtés le 16 septembre. Leur patron leur a fait payer ainsi leur protestation sur leurs conditions de travail et les salaires impayés.

Le comble est que l'entreprise qui employait l'un d'eux a fait intervenir la police en prétendant un vol de camion. Le temps de garde à vue du salarié a permis de déplacer le camion.

Ces trois chauffeurs ne sont pas des cas isolés. De nombreux chauffeurs poids lourd d'Europe de l'Est sont soumis à des conditions de travail intolérables. Certains travaillent pendant des mois entrecoupés de très

rares jours de repos, sans être remboursés de leurs frais, pour des salaires très faibles et souvent remis en cause en cours de contrat.

Il y a plusieurs niveaux de sous-traitants entre l'employeur et le client final. Les donneurs d'ordre sont de grandes entreprises qui ont pignon sur rue, GXO Logistics France ou XPO distribution France dans le cas des trois chauffeurs géorgiens, et travaillent pour

les grands distributeurs comme Lidl ou pour l'industrie automobile.

L'Union européenne a pris des mesures en 2020 pour encadrer les salaires et les heures de travail mais ces contraintes ne sont pas respectées. Il y a de toute façon très peu de contrôles. Pour s'opposer à l'âpreté au gain des patrons à tous les échelons, il faudrait un contrôle des salariés, la possibilité de dénoncer les abus et une solidarité entre les chauffeurs quels que soient leur statut, leur patron et leur nationalité.

Inès Rabah

Maison du café – Saint-Étienne : trop fort de café !

Depuis mardi 23 septembre, plus de 90 % des embauchés en production de l'usine Maison du café à Andrézieux, dans la Loire, sont en grève. Dix lignes de production sur treize sont arrêtées.

La direction n'a pu rouvrir quelques lignes qu'en recourant à des cadres, mais la perte est importante pour le patron chaque jour car l'usine livre à flux tendu. La médiocre qualité des produits faits par l'encadrement n'arrange rien.

Les 500 salariés de cette usine, dont plus de 100 intérimaires, torréfient le café, le mettent en sachet et fabriquent des dosettes compatibles Nespresso. Ils rapportent gros au groupe JDE, géant international qui possède aussi les marques L'Or, Senseo, etc. Ses profits explosent, et la

famille Reimann, une des plus riches d'Allemagne et actionnaire historique du groupe, a touché de confortables dividendes de plusieurs centaines de millions d'euros. Les ouvriers, eux, subissent des conditions de plus en plus difficiles. Pour un travail souvent en 5x8, où les ouvriers laissent leur santé et sacrifient leur vie de famille, les salaires, déjà très faibles, sont presque bloqués. Les grévistes réclament 250 euros brut d'augmentation uniforme, et non un pourcentage qui profite aux plus gros salaires.

Cet été, JDE a été racheté par le groupe américain Keurig Dr Pepper (Schweppes, Canada dry...) pour 16 milliards de dollars. Parmi les actionnaires de ce groupe, il y a les financiers Vanguard Group et BlackRock, ou la banque JP Morgan. La famille Reimann possède aussi des parts dans ce groupe. Pour ces tripataillages financiers, il y a de l'argent !

JDE a largement de quoi payer les augmentations de salaires exigées, et face à l'inflation, les grévistes ne revendiquent que le minimum vital. Ils sont déterminés à tenir le temps qu'il faudra.

Correspondant LO



Usine de Bois Rouge.

Usine de Bois Rouge La Réunion : une semaine de grève

Sous prétexte que le tonnage de cannes attendu pour la campagne sucrière ouverte en juillet serait de moindre importance cette année qu'en 2024, Tereos avait décidé de ne faire fonctionner l'usine de Bois-Rouge que quatre jours par semaine au lieu de cinq habituellement en période de réception des cannes.

Les travailleurs permanents de l'usine ont calculé que cela réduisait leur salaire de 300 à 400 euros par mois et que les ouvriers saisonniers risquaient de plus de ne pas avoir le nombre d'heures suffisant pour pouvoir toucher les allocations chômage !

C'est sur ce constat que la grève a démarré lundi 22 septembre pour réclamer un 14^e mois. Aussitôt Tereos, riche à millions, qui touche d'énormes subventions de

l'Europe et de l'État, a mis en route la machine à dénigrer et à menacer les travailleurs qui ne s'inclinent pas devant ses diktats.

Les grévistes ne se sont pas laissés impressionner et la grève a été reconduite vendredi 26 septembre. Leur détermination a payé puisque le lundi suivant Tereos, qui ne voulait rien entendre, a fini par proposer des heures supplémentaires jusqu'à la fin de la campagne en décembre, ce qui a été considéré comme une victoire par les grévistes qui ont voté, en assemblée générale, la levée du piquet de grève et la reprise du travail.

Pour les travailleurs qui refusent la baisse de leur salaire, il n'y a qu'un seul chemin à prendre pour se faire entendre : la grève !

Charlotte Dauphin

NovAsco – Hagondange : massacreurs d'emplois, gouvernement complice

Après quatre reprises en dix ans, Ascometal (aujourd'hui baptisé NovAsco) est en redressement judiciaire depuis août.

Le 25 septembre, le tribunal a prolongé la période du redressement jusqu'au 31 octobre avec très peu d'espoir de maintien de la principale usine du groupe à Hagondange en Moselle.

Il y a un an, le groupe financier Greybull Capital prenait les commandes de l'entreprise... pour se retirer après avoir apporté 1,5 million d'euros au lieu des 90 millions promis lors de la reprise. Bon prince, l'État a englouti 205 millions pour aider les repreneurs successifs d'Ascometal, sans compter les aides publiques régionales ou locales.

À Hagondange, les travailleurs sont au chômage partiel depuis août, là

aussi payé par l'État. Le chômage vient d'être prolongé jusqu'à fin octobre, en attente d'un éventuel énième repreneur. Tous les lundis, les syndicats organisent une assemblée générale de plus en plus clairsemée pour faire le point de la situation. Il y a pas mal de démissions car plus grand monde ne croit à un avenir et c'est le découragement et l'angoisse qui dominent : à Hagondange, 450 familles – sans compter le double de travailleurs concernés par les emplois induits – n'ont aucune garantie sur la façon dont elles vont pouvoir se nourrir demain, payer les factures, etc.

Sur les quatre sites de

NovAsco, Hagondange est le plus menacé d'une fermeture fin octobre. Mais Greybull, pas gêné, s'est remis sur les rangs pour reprendre le site de Dunkerque. Il faut dire que dans les 85 millions apportés par les pouvoirs publics, 20 auraient servi à le moderniser et qu'il serait donc tout à fait rentable.

Les partis de gauche prônent la nationalisation, mais cela ne fait pas recette chez les travailleurs ni au sein de la population qui a vécu les plans de licenciements dans la sidérurgie nationalisée dans les années 1980-90. Faire payer les repreneurs successifs de ce qui était Ascometal est absent de leurs discours.

Les autres partis, de droite ou d'extrême droite, ne disent rien ou pleurent sur le tissu industriel de la Moselle, en espérant que les électeurs se souviendront de leurs larmes de crocodile le moment venu.

Actionnaires et gouvernements mériteraient qu'explode la colère ouvrière pour faire valoir le droit à la vie des travailleurs.

Etienne Hourdin



Forvia – Flers : épidémie de licenciements

Lundi 29 septembre, le groupe Forvia a annoncé la suppression de 38 postes au sein de la division Recherche et développement, essentiellement des postes de techniciens et d'ingénieurs.

Quarante et un postes sont également supprimés dans les mêmes fonctions à Brières-les-Scellés, dans l'Essonne.

Dans une note interne détaillant les services et les postes ciblés, la direction de l'usine de Flers, dans l'Orne, parle de « départs contraints » qu'elle oppose aux « départs volontaires » sur lesquels elle misait jusque-là, en vain. Trente-huit salariés n'ont pas accepté les conditions se rattachant aux départs dits volontaires. Ils sont aujourd'hui licenciés et rejoignent ceux de bien d'autres usines du groupe.

En février 2024, le groupe

Forvia a affiché son objectif de supprimer 10 000 emplois en Europe d'ici 2028. En France, 72 emplois ont été supprimés à Bains-sur-Oust en Bretagne en octobre 2024, 110 à Méru dans l'Oise en novembre, 114 à Messei dans l'Orne en juin 2025 avec la fermeture de l'usine située à 6 kilomètres de Flers. Et maintenant, ce sont 71 travailleurs privés d'emploi à Flers et Brières.

Lors d'une réunion d'actionnaires, le directeur financier du groupe déclarait, juste avant l'annonce de 10 000 suppressions d'emplois : « Forvia a progressé sur tous les indicateurs financiers ». C'est pour améliorer

la richesse des gros actionnaires du groupe, parmi lesquels les familles Peugeot et Agnelli, propriétaires du groupe Stellantis, que Forvia supprime tous ces postes et licenciement.

À Flers, ces licenciements ont succédé à l'annonce de l'arrêt de la production de glissières de siège et son transfert en Pologne. À cette occasion, le directeur du site avait promis un avenir assuré à tous les travailleurs des ateliers, aujourd'hui au nombre de 400. Il s'était également engagé sur le transfert à Flers de la production d'articulations de siège sans jamais dire à quelle date. Cela ne peut que susciter doute et méfiance... et exigence de garanties sur l'avenir.

Correspondant LO



Le 10 septembre, à Bordeaux.

CGI – Bordeaux : augmentez les salaires, pas le temps de travail !

Chez CGI, une société de prestations informatiques qui emploie 13 000 personnes en France dont 1 000 à Bordeaux, une quarantaine de salariés ont fait grève les 10 et 18 septembre.

Vingt-cinq des grévistes se sont à chaque fois regroupés dans les rues de Bordeaux derrière une banderole qui résumait les discussions des dernières semaines : « Augmentez les salaires... Pas le temps de travail ».

Dans l'entreprise, les conditions de travail se sont durcies ces dernières années et les salaires sont à la traîne. Le budget de Bayrou a été perçu comme la goutte d'eau faisant déborder le vase, la suppression des deux jours fériés marquant les esprits. Dès fin août, les discussions ont commencé à aller bon train dans les différentes équipes de la boîte. L'idée de participer à la journée du 10 septembre a commencé à faire son chemin.

Finalement, un débrayage a été organisé le 2 septembre, regroupant une cinquantaine de salariés qui ont discuté entre eux du plan gouvernemental mais aussi du plan de licenciements en cours à CGI, réalisé en douce au travers de ruptures conventionnelles. Durant l'assemblée générale, ils ont appris que la direction proposait une

enveloppe d'augmentation de salaire de 1 % ! Cela a amené des commentaires comme « 1 % ce n'est même pas le prix de l'essence pour revenir un jour de plus sur site comme nos chefs nous le demandent ! »

Les grévistes ont vu cela comme une insulte. Ils ont voté leurs revendications, l'augmentation des salaires de 500 euros net par mois. Alors que la direction remet en cause les jours de télétravail, les grévistes ont voté comme exigence trois jours de télétravail pour tous ceux qui en font la demande sans condition. Et ils ont bien sûr voté le retrait du projet de budget de Bayrou dans son ensemble et ils ont élu un comité de lutte se fixant deux objectifs, celui d'élargir la grève autour d'eux en convaincant leurs collègues de les rejoindre et celui de s'adresser au reste des manifestants en faisant une banderole et des pancartes. Après la manifestation du 18 septembre, il avait été décidé de se retrouver le 30 septembre. Ce sera l'occasion de se préparer à la journée du 2 octobre.

Correspondant LO

Renault : fabriquer du profit avec des armes

Le 24 septembre, la direction de Renault a envoyé aux salariés une note interne reprenant la proposition du gouvernement : fabriquer des drones militaires, à destination de l'armée ukrainienne, ou peut-être même de l'armée française.

La note survient après des rencontres en juin entre Lecornu, alors ministre des Armées, et les dirigeants du groupe. À ce moment, il était question de lancer la fabrication de drones en Ukraine même, mais à présent les travailleurs des usines et centres de recherche Renault seraient directement concernés, sur leur lieu de travail, par le projet du Premier ministre et du patron. Des patrons, faut-il dire, puisque Renault

se réfugie derrière d'autres grosses entreprises qui participeraient aux mêmes négociations.

Renault fait comme d'habitude flamber les mots. Il s'agirait d'« apporter son expertise industrielle à des projets où son savoir-faire et ses compétences peuvent faire la différence ». C'est vrai que, précédent célèbre, Louis Renault s'était spécialisé dans la fabrication d'un autre engin de mort pendant la Première Guerre mondiale,

le char FT. Mais cette fois, la direction argumente plutôt sur « l'ouverture vers des applications civiles », pour faire croire qu'elle se soucie de l'avenir des salariés. Elle ajoute : « Les projets envisagés apporteraient une activité additionnelle en mobilisant des équipes d'ingénierie et de sites industriels. » Il y aurait donc « une opportunité économique rentable ».

Et pour feindre l'objectivité et surtout, faire accroire qu'elle consulte sérieusement les ouvriers, techniciens et ingénieurs sur le projet, la direction liste quelques inconvénients, qui portent sur la sécurité des sites de fabrication, les cyberattaques potentielles et... l'image de marque du groupe – dont elle rebat constamment les oreilles aux travailleurs – qui pourrait en pâtir. Renault a clairement senti qu'il y avait un flottement chez les salariés.

Il est vrai que la direction joue sur du velours car dans plusieurs usines, dont celles de Flins et de Cléon, l'activité sporadique, les jours chômés ou les ateliers vides inquiètent légitimement celles et ceux dont le seul revenu est un salaire insuffisant. Certains travailleurs, à Flins, se rassurent d'avoir davantage de travail. D'autres, et on



Drone « Flying Companion » en option avec la Renault Kwid.

les comprend, trouvent que ce n'est pas leur travail de fabriquer des armes qui vont un jour tuer leurs enfants et, peut-être avant, des jeunes d'Ukraine ou de Russie.

Les différentes réactions des travailleurs à ce projet ne doivent pas masquer ce qu'ils ont en commun, le fait, précisément, de ne pas avoir voix au chapitre, ni sur ce qu'ils fabriquent, ni sur le fait que

toute l'économie s'oriente désormais vers la guerre.

La question, qu'on la pose sur le plan moral ou économique, n'a pas de solution dans le cadre d'un atelier, d'une usine ou même d'un groupe. La question est de savoir qui, des capitalistes ou des travailleurs, décide de la production, de l'organisation sociale, de la guerre ou de la paix.

Viviane Lafont

FONDATION BERLIET



Char Renault de 1918.

Stellantis – Rennes : coup de colère chez les caristes

À l'usine Stellantis de Rennes, le tri et le chargement des contenants vides dans les camions qui retournent chez les fournisseurs de pièces est sous-traité à GSF.

Depuis le début de l'année, Stellantis a réduit de moitié la surface de travail pour effectuer ces opérations qui se font avec des cars à fourche. Pour autant, le nombre de contenants n'a pas du tout diminué, bien au contraire. Avant, le chargement des camions se faisait dans une zone abritée par un auvent, maintenant c'est dehors, quelles que soient les conditions météorologiques ! Cette nouvelle zone de travail, trop petite et en partie non protégée, a considérablement dégradé les conditions de travail des caristes GSF. Les risques

d'accidents, collisions, glissades sur le sol mouillé sont permanents.

En plus de cela, en comparant avec les CDI, les caristes en CDD ont découvert que GSF ne tenait pas compte de leur qualification de cariste sur leur fiche de paie. Comme les demandes à leur hiérarchie restaient sans réponse depuis des semaines, la dizaine de caristes GSF de l'équipe du matin ont décidé de se mobiliser jeudi 25 septembre après en avoir discuté avec des militants du syndicat CGT Stellantis qui passaient dans leur secteur. Ils ont refusé de reprendre

le travail après leur pause tant qu'un responsable de GSF ne viendrait pas s'expliquer devant eux.

Ce sont d'abord l'ingénieur sécurité, puis le DRH de Stellantis, qui sont venus voir ce qu'il se passait. Devant le refus des caristes de reprendre le travail, le DRH a fait venir les responsables GSF de l'agence de Rennes. Ceux-ci ont dû donner des gages sur l'amélioration de la sécurité et promettre de revoir les fiches de paie des CDD pour que la colère s'apaise.

Ceux qui s'estimaient jusque-là les « bagnards » de l'usine sont fiers d'avoir fait peur à leur patron et à la direction de Stellantis.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent IGR : accident en gare du Grand Paris

Je travaille sur le chantier de la gare du Grand Paris – Institut Gustave Roussy, toujours en travaux malgré son ouverture au public en décembre 2024.

Mercredi 24 septembre, une plaque de bardage en inox, installée sous un escalator, s'est décrochée et a dévalé six étages, dont deux ouverts au public et deux encore en chantier. Même si je ne crois pas aux miracles, c'en est un que cette tôle de 15 kg qui a chuté sur plus de 25 mètres n'ait fait aucun blessé, ni parmi les voyageurs, ni parmi les travailleurs du chantier.

Après enquête, il est apparu que la chute était due à une installation défectueuse, résultant du fait que tout se fait dans l'urgence sur le chantier. La gare avait été ouverte à la va-vite en décembre, malgré le retard des travaux. Après l'accident, et alors que la zone n'était pas entièrement sécurisée, la société qui gère

la gare a fait pression pour que les travaux reprennent illico. Heureusement, des salariés du chantier ont empêché la reprise des travaux avant qu'un filet de sécurité ne soit installé sur toute la surface du bardage.

La gestion capitaliste des grands travaux est une aberration sans nom : le manque de bras nous met en retard et nous oblige à courir tout le temps. Le dos en prend un coup, et le travail s'en ressent au quotidien dans les petites choses. Et parfois, cette course à l'échalote occasionne des catastrophes, comme cet accident aurait pu en provoquer. Mais ça ne fait ni chaud ni froid aux entreprises, qui n'ont qu'une idée en tête : nous remettre au travail, même si la sécurité minimum n'est pas assurée. Et ce sont les mêmes hypocrites qui viennent après nous faire la leçon sur la sécurité au travail.

Un travailleur du bâtiment

CEA – Saclay : la grève chez Atalian

Depuis lundi 22 septembre, au CEA de Saclay, les travailleuses et travailleurs de la société de nettoyage Atalian se sont mis en grève pour exiger des conditions de travail décentes et le paiement des salaires.

Depuis le 1^{er} juillet, la société Atalian a repris la prestation de nettoyage sur le site du CEA à Saclay. Dès les premiers jours, les blouses et chariots n'étaient pas disponibles, seul un teeshirt était parfois fourni pour la semaine.

Les produits d'entretien étaient livrés dans des bidons sans étiquette, donc non identifiés. Hormis le fait que ces produits étaient peu efficaces, beaucoup se posaient des questions sur les conséquences pour leur santé et pour celles des salariés du centre.

À la fin du mois, des jours de congés n'étaient pas payés, et, pour certains travailleurs, le salaire n'était pas versé.

La direction d'Atalian a tenté de les isoler en leur interdisant de s'adresser aux salariés du CEA. Mais elle n'a réussi qu'à amplifier la colère, et vendredi 19 septembre, ils ont décidé collectivement d'entrer en grève le lundi suivant. Ils ont commencé tôt le matin par une diffusion de tracts aux 5 500 salariés du centre. Une grande chef d'Atalian a eu beau débouler en

catastrophe pour faire diverses promesses, les grévistes ont continué leur mobilisation, interpellant le directeur du centre CEA, et défilant dans les allées du site avec banderoles, panneaux, sifflets et chariots.

Un chef régional d'Atalian a essayé d'amadouer les grévistes, prétendant qu'il était un salarié comme eux, affirmant que lui aussi, il ne travaillerait pas si on ne lui payait pas son salaire. Ça ne l'a pas empêché de leur demander de reprendre le travail, sans garantie, tout en sachant que des salaires n'avaient toujours pas été versés.

Cela n'a fait que renforcer leur détermination. Les grévistes ont repris leurs défilés dans les allées et bâ-



L'affiche confectionnée par les grévistes.

soutenir. Ils ne veulent pas en rester là et ils ont bien raison.

Correspondant LO

Nettoyage : les sales méthodes des donneurs d'ordre

Onze travailleurs du nettoyage employés par diverses grandes sociétés sont en procès aux prud'hommes.

À l'époque des faits, ils étaient sans papiers, et leur employeur en a profité pour leur imposer des conditions de travail illégales et inacceptables. Embauchés en 2019, ils ont fini par alerter l'inspection du travail fin 2022, puis par porter l'affaire en justice. Ils dénonçaient des insultes, du

chantage allant jusqu'au racket d'une partie de leur salaire en échange du maintien de leur emploi. Les salaires étaient bien en dessous de la convention collective, les heures supplémentaires non payées, les consignes de sécurité non respectées. Ils étaient mis aux postes les plus durs,

les cadences y étaient augmentées, et bien sûr, ils n'avaient pas de contrat, même pas de planning de travail. De simples SMS les convoquaient sur leur lieu de travail. C'est à la suite de plusieurs accidents que les salariés se sont lancés dans la lutte.

La société NTI qui les employait a disparu, opportunément, mise en liquidation

quelques mois après le passage de l'inspection du travail. Une autre société de sous-traitance vient d'être créée par des dirigeants de NTI, ce qui illustre la pérennité du système.

Aujourd'hui, les onze salariés essayent de faire reconnaître la responsabilité des donneurs d'ordre qui sont Veolia, Suez, Paprec et Urbaser. Ces derniers

demandent des preuves, des contrats ou autres éléments matériels. L'enquête de l'inspection du travail est toujours en cours, ce qui les arrange bien. Ces travailleurs ont obtenu leur régularisation mais ils veulent obtenir la condamnation des véritables décideurs et leur embauche chez l'un d'entre eux.

Inès Rabah

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal octobre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Madagascar : la colère explose

À Madagascar, les jeunes manifestent massivement depuis le 25 septembre pour protester contre les incessantes coupures d'eau et d'électricité et contre la perspective d'une privatisation de ce service. Au moins 22 d'entre eux ont été tués par la police et une centaine d'autres blessés.

Pour tenter d'endiguer un mouvement qui monte et se radicalise, le président Andry Rajoelina a annoncé lundi 29 septembre qu'il renvoyait son Premier ministre et tout son gouvernement, leur faisant porter la responsabilité d'une situation qui ne cesse de s'aggraver. Mais cela n'a pas suffi et des appels ont été lancés pour continuer la lutte. Mardi 30 septembre, des milliers de manifestants ont investi le centre de la capitale. Plusieurs syndicats ont annoncé leur soutien aux manifestants.

La situation est catastrophique. Les délestages d'eau et d'électricité durent douze heures par jour. De longues files de bidons à remplir s'alignent devant les bornes-fontaines publiques et il faut envoyer un membre de la famille

les récupérer quand il y a de l'eau. Pour l'électricité, c'est le même calvaire pour les habitants, mais aussi pour tous ceux qui en ont besoin pour travailler, ceux qui tiennent une petite échoppe de nourriture ou exercent une activité dans l'informatique.

Le mouvement actuel des jeunes qui sur les réseaux sociaux se définissent comme GEN Z a été précédé en juillet dernier par une grève des salariés de la JIRAMA, la société qui s'occupe de l'eau et de l'électricité dans le pays. Le facteur déclenchant avait été l'annonce faite au *Journal officiel* de la transformation de cette entreprise d'État en société anonyme. Les grévistes avaient profité de leur mouvement pour s'adresser aux habitants des quartiers populaires en



Manifestants à Antananarivo, le 30 septembre.

leur expliquant que cette mesure aggraverait encore la situation et livrerait l'eau et l'électricité aux vautours du secteur privé. Ils ont ainsi ouvert la voie au mouvement actuel.

La répression et les menaces de poursuites étant restées sans effet, le président avait fini par déclarer : « *Il n'y aura pas de privatisation de cette compagnie tant que c'est moi qui suis président.* » Il y avait cependant de bonnes raisons de douter de cette promesse et les choses n'en sont pas restées là. En

septembre, ce fut au tour des étudiants de l'université d'Antananarivo, la capitale, de se mobiliser. La plupart n'ont d'autre perspective que le chômage et subissent eux aussi le délabrement des services publics et les coupures d'eau et d'électricité, à commencer dans leur faculté. Ils ont appelé la population à se mobiliser contre la privatisation et ont ajouté un volet politique à leurs revendications, le respect des libertés et la lutte contre la corruption qui gangrène le pays. La réponse du gouvernement a été une répression féroce.

Celle-ci n'a pas fait reculer la protestation, bien au contraire. Certains élus de communes populaires participent également à l'organisation du mouvement. Quand le bruit a couru que le président, en déplacement aux États-Unis depuis le 24 septembre, revenait à Madagascar, les manifestants se sont rassemblés

dans les communes entourant l'aéroport de la capitale pour lui offrir l'accueil qu'il méritait. Aucun vol n'a pu y atterrir ce jour-là.

Madagascar, ancienne possession française où l'armée coloniale exerça sans discontinuer la pire répression, est aujourd'hui l'un des cinq pays les plus pauvres du monde selon la Banque mondiale. Tandis que les services de base sont inaccessibles à la majorité de la population, une infime minorité de politiciens et de capitalistes locaux mènent une existence dorée au milieu d'un océan de misère. Les trusts impérialistes exploitent par l'intermédiaire de cette mince couche de privilégiés les petites mains de l'informatique ou du textile. Mais ce pillage suscite aujourd'hui une vague de révoltes partout dans le monde, hier au Bangladesh et au Sri Lanka, aujourd'hui à Madagascar.

Daniel Mescla

Microsoft : le gâchis, ça rapporte

Pour pousser ses clients à passer à Windows 11, Microsoft a décidé de ne plus entretenir son système d'exploitation Windows 10, qui équipe actuellement 45,6 % des 1,4 milliard d'ordinateurs tournant sous Windows dans le monde.

Lorsque Microsoft a mis fin à l'entretien de Windows 8, cette version n'était plus utilisée que sur 3 % du parc informatique. Cette fois-ci, la firme impose donc un changement de version beaucoup plus tôt.

Pour qu'un système d'exploitation reste fonctionnel et ne devienne pas vulnérable aux cyberattaques, il doit être régulièrement mis à jour. C'est cet entretien gratuit que Windows arrêtera en octobre 2025. Pendant encore un an pour les particuliers, et trois ans pour les professionnels, des correctifs de sécurité minimaux seront proposés à condition de souscrire à un programme facturé 30 dollars par licence familiale aux États-Unis, et davantage pour les professionnels. Il sera gratuit pour les particuliers dans l'Union européenne, a annoncé la

firme le 24 septembre. Mais cela ne fait que reporter le problème.

À terme, la disparition du suivi de Windows 10 rendra les ordinateurs plus vulnérables aux cyberattaques. En outre, les développeurs des logiciels cesseront eux aussi de les mettre à jour pour Windows 10. Tout cela rendra petit à petit ces ordinateurs inutilisables et leurs propriétaires seront contraints de passer à Windows 11. Or, environ 400 millions d'ordinateurs équipés de Windows 10 ne sont matériellement pas capables de supporter Windows 11. Dans ce cas, il faudra donc changer d'ordinateur ! Ce sera aux frais des particuliers, et de la collectivité : par exemple, le tiers du parc informatique de la mairie de Paris, soit 14 000 ordinateurs, n'est pas compatible

avec Windows 11.

Certes, il existe des systèmes d'exploitation gratuits, comme Linux. Encore faut-il réussir à les installer et à se familiariser avec leur fonctionnement. De plus, des applications courantes, comme Word, et de nombreuses autres moins connues utilisées par les professionnels, sont conçues uniquement pour fonctionner sous Windows. Voilà donc comment une des plus grandes entreprises du monde, qui a fait 100 milliards de dollars de profits en 2024, renouvelle son marché : en pillant les comptes en banque des utilisateurs, en poussant à la mise au rebut de matériel qui fonctionne encore, au mépris du travail humain et des ressources naturelles, et en contribuant à encombrer la planète de déchets électroniques.

Le capitalisme est décidément un système d'exploitation pour lequel aucune mise à jour n'est possible !

Claire Dunois

Mayotte : écoles toujours fermées

Après le passage du cyclone Chido sur Mayotte en décembre 2024, la ministre de l'Éducation, Elisabeth Borne, de passage dans l'île fin janvier 2025, avait déclaré : « *Il faut qu'on puisse accueillir les enfants toute la journée, on va travailler pour remettre le plus vite possible l'école.* »

Neuf mois après, certaines écoles, détruites lors du passage du cyclone, n'ont toujours pas été reconstruites. C'est le cas de l'école primaire Lihadji Abdou de Combani, dont les élèves sont privés de cours depuis la dernière rentrée scolaire

créant un sentiment de désarroi total et d'injustice parmi les enfants. Confrontés à l'indifférence de l'administration, leurs parents ont décidé de bloquer mardi 30 septembre l'accès à toutes les écoles de la commune pour obtenir de l'État qu'il respecte enfin ses promesses.

Ils estiment que la situation a assez duré comme cela et sont passés à l'action. C'est en effet le seul moyen d'obtenir que leurs enfants recouvrent, comme tous les autres enfants du pays, le droit à l'enseignement !

C. D.